

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale  
20 janvier 2017  
Français  
Original : anglais

---

**Deuxième Commission****Compte rendu analytique de la 29<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 13 décembre 2016, à 15 heures

*Président :* M. Djani ..... (Indonésie)**Sommaire**

Point 18 de l'ordre du jour : Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement (*suite*)

Point 20 de l'ordre du jour : Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (*suite*)

Point 24 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (*suite*)

a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (*suite*)

Point 17 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (*suite*)

c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement (*suite*)

Point 23 de l'ordre du jour : Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement (*suite*)

a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017)

Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (*suite*)

Point 135 de l'ordre du jour : Planification des programmes

Point 121 de l'ordre du jour : Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

Achèvement des travaux de la Commission

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



*La séance est ouverte à 15 h 30.*

**Point 18 de l'ordre du jour : Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement (suite)**  
(A/C.2/71/L.32 et A/C.2/71/L.62)

*Projets de résolution intitulés « Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement » (A/C.2/71/L.32 et A/C.2/71/L.62)*

1. **Le Président** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/71/L.62, déposé par M. Andambi (Kenya), Vice-Président de la Commission, à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/71/L.32. Ce projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

2. **M. Torrington** (Guyana), facilitateur, dit qu'afin de préserver le consensus durement acquis sur le projet de résolution, le document soumis pour adoption devrait reprendre, dans tous ses aspects, le texte initial du projet présenté suivant la procédure d'approbation tacite. Plusieurs modifications bien intentionnées mais non approuvées ont été apportées à cette dernière version et il convient de les corriger. À la troisième ligne du paragraphe 4 de la version anglaise, le terme « remaining » devrait être remplacé par « staying » dans un souci d'harmonisation avec le libellé du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (modification sans objet en français). À la deuxième ligne du paragraphe 7 de la version anglaise, le terme « shall » devrait être remplacé par « are to be ». À la septième ligne du paragraphe 8 de la version anglaise, l'expression « inter alia » devrait être insérée après le terme « including ». À la quatrième ligne du paragraphe 12, le projet de résolution devrait reprendre mot pour mot le texte convenu et se lire comme suit: « de ne pas prier le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-douzième session, de rapport ».

3. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.62, tel que modifié oralement, est adopté.*

4. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le financement du développement est indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable. Il est essentiel de mobiliser les ressources nécessaires pour s'attaquer au problème persistant de la pauvreté et du sous-développement, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays, si l'on veut garantir la mise en œuvre

du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

5. Le Groupe est déçu et profondément préoccupé quant à l'évolution de ce point de l'ordre du jour, ainsi qu'à l'atmosphère dans laquelle la Deuxième Commission a conduit ses travaux. Au début des négociations sur le projet de résolution, les partenaires de développement ont refusé de s'engager sur le projet de proposition initial présenté par le Groupe des 77 et de la Chine, et certains partenaires de développement se sont retirés des discussions lors des consultations officielles. Un tel comportement ne doit pas constituer un précédent pour les futurs travaux de la Commission. Les efforts et le travail acharné du Groupe des 77 et de la Chine au cours des longues consultations consacrées à l'élaboration du projet de texte devraient être appréciés et salués.

6. Un compromis avait été trouvé dans divers domaines clefs. Toutefois, un certain nombre de questions de principe qui avaient été pleinement approuvées par le Groupe n'ont pas été dûment prises en considération dans la version actuelle du projet de résolution, notamment – mais pas seulement – l'aide publique au développement (APD), qui demeure une forme essentielle de financement du développement pour les pays en développement. Tous les engagements relatifs à l'APD devraient être honorés. L'intervenant exhorte les pays qui n'ont pas atteint leurs objectifs en la matière à faire des efforts supplémentaires pour inverser la tendance à la baisse de l'APD octroyée aux pays les moins avancés, dont bon nombre continuent de compter sur le financement à taux réduit pour faire face à leurs besoins en matière de développement durable. Le Groupe des 77 et de la Chine est déçu que le projet de résolution adopté ne reflète pas ses positions et ses intérêts à long terme en matière de financement du développement.

7. Le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du projet de résolution est un instrument politique important pour les États Membres qui souhaitent obtenir des informations sur le suivi et l'application des décisions découlant des conférences sur le financement du développement. Le Groupe est d'avis que, malgré la création du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, le rapport du Secrétaire général sur la question demeure pertinent car le rapport de ce groupe de réflexion n'abordera pas spécifiquement toutes les questions qui ont été soulevées avant l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba et qui demeurent pertinentes dans le cadre des discussions sur le financement du développement. En outre, le rapport du Groupe de réflexion portera essentiellement sur les

progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba et sur les moyens de mise en œuvre du Programme 2030. Le Secrétaire général a publié un rapport sur la question chaque année depuis l'adoption du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement. Cette pratique doit être préservée afin que la Deuxième Commission puisse poursuivre ses délibérations sur la suite donnée aux décisions relatives au financement du développement. Le rapport du Secrétaire général sera également l'occasion d'évaluer et d'examiner les moyens de mise en œuvre du Programme 2030.

8. Le Groupe ne voit pas de conflit entre le rapport du Secrétaire général et celui du Groupe de réflexion interinstitutions. Le rapport du Secrétaire général fournit des orientations politiques et vient compléter le rapport du Groupe de réflexion sans qu'il y ait doublon. Puisque le processus de financement du développement est en cours de déploiement, tous les rapports constituent des contributions essentielles. Le Groupe des 77 et de la Chine a donc renoncé avec réticence à ce qu'il soit demandé au Secrétaire général d'élaborer un rapport sur l'application de la résolution, compte tenu des grandes difficultés rencontrées au cours des négociations. Toutefois, la décision relative au projet de résolution [A/C.2/71/L.62](#) ne doit pas constituer un précédent pour les futures résolutions sur la question ni pour les décisions connexes.

9. **M<sup>me</sup> Adamson** (Observatrice de l'Union européenne), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, ainsi que de l'Australie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, d'Israël, du Japon, du Liechtenstein, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée et de la Suisse, souhaite elle aussi que l'on revienne au libellé original du projet de résolution.

10. Elle indique que l'Union européenne et ses États membres, ainsi que les pays qu'elle vient de citer, interprètent le paragraphe 7 comme signifiant que le projet de résolution dont est saisie la Commission ne renferme aucune décision concernant le Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement. En outre, le paragraphe 12 ne préjuge en rien des discussions qui se tiendront en 2017 sur la même résolution, notamment en ce qui concerne l'avenir du rapport du Secrétaire général. Puisque le Groupe de réflexion interinstitutions publiera un rapport chaque année, il n'est pas nécessaire de présenter à la Commission un autre rapport sur le financement du développement.

11. L'intervenante exprime sa profonde préoccupation à l'égard de l'ingérence du Secrétariat de l'ONU dans les négociations des États Membres, celui-ci ayant quasiment fait échouer le consensus sur le projet de résolution en fournissant des conseils non sollicités à certains États Membres au cours de la procédure d'accord tacite, dans le but d'influencer l'issue de ces échanges. Le fait que le compromis ait finalement prévalu n'a fait que renforcer la confiance qu'a sa délégation dans le caractère constructif et professionnel des négociations intergouvernementales entre les États Membres.

12. **M. Ngundze** (Afrique du Sud) dit que la manière dont les négociations ont été menées n'est pas de bon augure pour la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba, notamment en ce qui concerne les partenaires de développement. Le projet de résolution n'a vu le jour que grâce à la très grande souplesse dont a fait preuve le Groupe des 77 et de la Chine, mais il a été considérablement affaibli au fil des négociations, ce qui a porté un grand préjudice au financement du développement et à des millions de personnes à travers le monde et a contribué, par ailleurs, à élargir encore le fossé entre le Nord et le Sud. La communauté internationale doit réorienter ses efforts en vue d'assurer un véritable suivi et un examen sérieux du financement du développement, ainsi que des moyens de mise en œuvre du Programme 2030.

13. L'orateur est d'avis qu'il faut mobiliser d'urgence, à l'échelle planétaire, la volonté politique nécessaire pour engager des discussions transparentes sur les sept domaines d'intervention du Programme d'action d'Addis-Abeba et pour mettre fin aux problèmes systémiques. Le mandat du Forum sur le suivi du financement du développement ne porte pas uniquement sur ces aspects: comme le Programme d'action d'Addis-Abeba ne précise pas quel organe des Nations Unies est chargé d'examiner les questions relatives au financement du développement, la Deuxième Commission doit prendre l'initiative de fournir des orientations au Conseil économique et social et venir compléter les travaux de ce dernier.

14. L'intervenant est vivement préoccupé par le fait que le Secrétaire général ne sera pas invité à présenter un rapport sur la question à la soixante-douzième session. De telles décisions ne doivent pas être encouragées à l'avenir car elles ne favorisent pas le bon déroulement du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba. Le rapport du Secrétaire général constitue un outil politique essentiel qui fait la lumière sur divers points de l'ordre du jour et il faut donc le conserver. Tous les États Membres sont instamment invités à entamer les préparatifs de la

conférence de suivi de 2019 mentionnée au paragraphe 134 du Programme d'action d'Addis-Abeba. Le rapport du Secrétaire général, ainsi que le projet de résolution dont la Commission est actuellement saisie, seront d'une très grande aide dans les préparatifs de la Conférence sur le financement du développement de 2019 et participeront à la réussite de cette dernière. Tous les efforts internationaux doivent avoir pour objectif de mettre fin aux trois fléaux que sont la pauvreté, le chômage et les inégalités; il faudrait également expliquer avec honnêteté aux pays en développement les raisons de l'insuffisance des progrès réalisés à ce jour.

15. **M. Tiare** (Burkina Faso), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le point de l'ordre du jour à l'examen demeure d'une importance cruciale pour l'Afrique, qui accuse un sérieux retard en matière de développement par rapport aux autres régions. La communauté internationale doit concentrer ses efforts sur la réalisation du développement pour tous les pays et ne laisser personne de côté. À cet égard, l'Assemblée générale doit être autorisée à continuer de fournir des orientations politiques au Forum sur le suivi du financement du développement afin d'aider ce dernier à exécuter son mandat de façon plus coordonnée.

16. L'élimination de la pauvreté devrait être au cœur de tous les efforts internationaux et transcender toutes les questions conflictuelles qui entravent le développement économique dans les pays en développement, en particulier en Afrique. Le financement du développement joue un rôle déterminant en la matière. L'APD demeure essentielle si l'on veut que l'Afrique, qui compte le plus grand nombre de pays les moins avancés, puisse relever les défis du développement. Le Groupe des États d'Afrique remercie les pays développés qui ont respecté leurs engagements en matière d'APD et invite instamment les autres à faire de même.

17. La Deuxième Commission doit être en mesure de donner des indications sur les sept domaines d'intervention du Programme d'action d'Addis-Abeba grâce à un suivi et à un examen efficaces des décisions touchant au financement du développement, ainsi que des moyens de mise en œuvre du Programme 2030. Le Groupe des États d'Afrique espère que tous les engagements pris dans le cadre des conférences internationales sur le financement du développement, notamment le Programme d'action d'Addis-Abeba, seront respectés dans les délais prescrits de façon à donner à l'Afrique les moyens de mettre en œuvre le Programme 2030.

18. Agenda 2063: Le programme « L'Afrique que nous voulons » et son premier plan décennal de mise en œuvre (2014-2023) visent à promouvoir la croissance économique sur le continent africain. Il sera extrêmement difficile de mettre ce plan à exécution en l'absence de ressources financières suffisantes. Le Groupe des États d'Afrique demande donc à l'ONU de fournir un soutien multilatéral aux fins du renforcement des capacités et du développement des institutions nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable.

19. Le Groupe africain est profondément préoccupé par le fait que le Secrétaire général ne présentera pas, à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, de rapport sur la question à l'examen. Il espère que cette décision ne fera pas école car les rapports du Secrétaire général constituent un instrument politique important depuis l'adoption du Consensus de Monterrey. Comme 2016 était la première année d'application de plusieurs accords internationaux historiques, il y a eu des tâtonnements. À l'avenir, le Groupe souhaite que l'on fasse preuve de solidarité dans la lutte visant à éradiquer définitivement la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions en Afrique.

20. **M. Sandoval Mendiola** (Mexique) dit que, si sa délégation salue l'esprit de négociation souple qui a permis de trouver un équilibre fragile, il n'en reste pas moins essentiel d'aller au-delà des visions à court terme et de progresser dans la mise en œuvre des objectifs du Programme d'action d'Addis-Abeba. Un an après l'adoption de cet accord historique, les efforts devraient se concentrer sur l'élaboration et le déploiement d'une approche multidimensionnelle et transversale du programme de financement et sur le repérage des différentes sources de ressources financières et non financières nécessaires pour assurer le bon déroulement du Programme 2030.

21. Tous les États Membres doivent continuer de faire preuve de souplesse afin de relever les nouveaux défis qui se présenteront et d'éviter les chevauchements dans les mandats se rapportant à la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba et du Programme 2030. Le remaniement des mandats sera un processus douloureux mais nécessaire si l'on veut promouvoir les intérêts supérieurs du système des Nations Unies pour le bien commun, au-delà des intérêts nationaux et thématiques. Bien que la résistance face au changement soit un phénomène normal, la communauté internationale doit lutter contre l'inertie et procéder aux modifications nécessaires proposées par le Secrétaire général.

22. La délégation mexicaine est déterminée à œuvrer au succès du Forum sur le suivi du financement du

développement qui aura lieu en 2017. Elle est également résolue à poursuivre une approche constructive, qui reposerait essentiellement sur la recherche de consensus.

23. **M<sup>me</sup> Ravirova-Borovik** (Fédération de Russie) dit que le projet de résolution qui vient d'être adopté s'appuie sur un compromis complexe. Tous les participants savent pertinemment ce qu'implique ce compromis et combien il importe de préserver une convergence de vues sur la manière dont le financement du développement sera traité à l'avenir.

24. L'observation formulée par la représentante de l'Union européenne concernant le Secrétariat est source de préoccupation. La délégation russe, qui a directement participé aux consultations officielles sur le projet, et ce de bout en bout, tient à souligner le caractère opportun, professionnel et impartial des exposés et des éclaircissements fournis par les services compétents du Secrétariat suite aux demandes des États Membres. Le Secrétariat a encouragé autant que possible l'esprit de coopération qui a prévalu pendant des années entre les États Membres et lui-même. La Fédération de Russie espère que le climat de coopération constructif qui existe entre le Secrétariat et les États Membres sera préservé. Une confiance de longue date ne doit pas être sacrifiée sur l'autel des conclusions hâtives.

25. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.32 est retiré.*

*Décision orale concernant le rapport du Secrétaire général intitulé « Appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement » (A/71/534)*

26. **Le Président** propose que la Commission prenne note du rapport du Secrétaire général intitulé « Appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement », tel que publié dans le document [A/71/534](#).

27. *Il en est ainsi décidé.*

**Point 20 de l'ordre du jour : Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (suite) (A/C.2/71/L.36 et A/C.2/71/L.59)**

**Projets de résolution intitulés « Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » (A/C.2/71/L.36 et A/C.2/71/L.59)**

28. **Le Président** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution [A/C.2/71/L.59](#), déposé par M. Seoane (Pérou), Rapporteur de la Commission, à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution [A/C.2/71/L.36](#).

29. **M<sup>me</sup> Herity** (Secrétaire de la Commission), donnant lecture, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur, d'un état des incidences sur le budget-programme des activités en relation avec le projet de résolution [A/C.2/71/L.59](#), appelle l'attention sur le paragraphe 5 du projet de résolution, aux termes duquel, à partir de 2018, le rapport annuel au Conseil économique et social sur la « mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat » sera remplacé par un rapport sur la « mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes », qui sera ensuite publié tous les quatre ans. Le rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les activités du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) continuera d'être établi chaque année.

30. Se référant aux paragraphes 161, 162 et 166 à 168 du Nouveau Programme pour les villes, l'intervenante fournit des précisions concernant les prescriptions et critères en matière de communication d'informations. ONU-Habitat élabore actuellement un rapport annuel destiné à l'Assemblée générale qui fournit des précisions sur les activités qu'il mène pour donner suite aux décisions issues de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et pour se consolider lui-même mais il n'a pas présenté de rapport sur la mise en œuvre globale du Programme pour l'habitat. Les informations recueillies pour établir le rapport soumis à l'Assemblée générale constituent des données de référence importantes pour le rapport présenté au Conseil économique et social. Toutefois, ce dernier porte essentiellement sur les activités des Nations Unies à l'appui du Programme pour l'habitat et ne constitue pas un rapport complet sur la mise en œuvre de celui-ci. La présentation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, conformément au paragraphe 5 du projet de résolution, nécessiterait donc des ressources supplémentaires afin de financer l'élaboration de rapports sur ONU-Habitat dont le mode de présentation de l'information



différerait considérablement de celui des rapports soumis au Conseil économique et social. Ces rapports mettraient en évidence des éléments ciblés, plutôt que des aspects généraux, du Nouveau Programme pour les villes et tiendraient compte des données et informations se rapportant à d'autres objectifs et cibles convenus au niveau international qui ont trait à l'urbanisation durable et aux établissements humains, tels que les objectifs de développement durable. Ils s'appuieraient sur la collecte et l'analyse de données secondaires issues de sources fiables qui proviendraient des États Membres, des publications et des opérations sur le terrain d'ONU-Habitat, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies selon qu'il conviendra. Les rapports intégreraient également des contributions découlant de consultations ciblées avec les États Membres, les autorités locales et les principales parties prenantes.

31. Le fait de passer d'un rapport annuel au Conseil à un rapport quadriennal entraînerait une réduction des dépenses de 37 600 dollars des États-Unis au titre des services de documentation, pour l'exercice biennal 2018-2019. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution à l'examen, le montant total net des dépenses supplémentaires, qui s'élèverait à 559 400 dollars – soit un crédit supplémentaire d'un montant de 597 000 dollars au titre du chapitre 15 (Établissements humains), duquel serait déduite la somme de 37 600 dollars économisée au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et affaires du Conseil économique et social et gestion des conférences) – serait inscrit au budget-programme provisoire pour l'exercice biennal 2018-2019. Ce projet de résolution n'aurait pas d'incidence sur le budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017.

32. **M<sup>me</sup> Parkash** (Singapour), facilitatrice, est d'avis que le projet de résolution est important en ceci qu'il traduit en termes opérationnels la mise en application de certains des principaux accords conclus dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes, y compris la demande adressée au Secrétaire général de faire rapport sur l'état d'avancement du Nouveau Programme pour les villes tous les quatre ans.

33. L'intervenante propose oralement deux modifications à apporter au paragraphe 9 dans le but d'harmoniser le libellé actuel du projet de texte avec le libellé convenu précédemment: à la sixième ligne, il conviendrait d'insérer le mot « et » entre « inclusive, » et « à réaliser l'égalité des sexes »; et à la septième ligne, une virgule devrait être insérée après « et de toutes les filles ».

34. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.59, tel que modifié oralement, est adopté.*

35. **M. Cadena** (Équateur), prenant la parole pour expliquer la position de sa délégation, indique que cette dernière s'est associée au consensus sur le projet de résolution car elle pense qu'il faut rapidement mettre en application les décisions issues d'Habitat III si l'on veut atteindre l'objectif du développement durable pour tous. L'Équateur a été très honoré d'accueillir cette conférence. Toutefois, il est déçu que le texte ne reprenne pas, dans son préambule, un certain nombre d'éléments de fond qui y figuraient auparavant. En outre, il est regrettable que le projet actuel n'ait été distribué que le 22 novembre et qu'il n'ait pas encore été examiné par la Cinquième Commission.

36. L'Équateur n'a reçu que des remerciements de la part de ses homologues pour la réussite de la Conférence et le caractère accueillant de sa population. Le projet de résolution initial contenait des expressions de profonde gratitude à l'endroit du Gouvernement et du peuple équatoriens, qui ont accueilli la Conférence Habitat III et fourni tout l'appui nécessaire au bon déroulement de cette dernière. La version du projet de résolution dont la Commission est aujourd'hui saisie est insuffisante car elle ne mentionne pas l'esprit d'ouverture exceptionnel qui caractérise le peuple équatorien, ainsi que cela a été mis en évidence dans une étude menée récemment par l'Université du Michigan, qui avait établi que l'Équateur était le pays du monde qui faisait preuve de la plus grande ouverture à l'égard de la diversité culturelle.

37. **M<sup>me</sup> Mendelson** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est déçue de constater qu'elle a dû contester des dépenses budgétaires pour la quatrième fois en cinq ans, et elle se déclare préoccupée par les estimations fournies par ONU-Habitat en ce qui concerne les incidences budgétaires de la résolution sur les établissements humains. Bien que l'adoption du Nouveau Programme pour les villes ait constitué une étape historique, la question controversée de son suivi et de son examen n'a pu être réglée que grâce à un compromis délicat, qui repose sur l'acceptation, de la part de tous les participants aux négociations, du fait que le rapport quadriennal qui sera coordonné par ONU-Habitat n'aura pas d'incidence sur les coûts en raison de la suppression d'un rapport annuel publié par le Conseil économique et social. Les estimations présentées s'éloignent donc considérablement des attentes des États Membres.

38. Les États-Unis ont toujours été de fervents partisans d'ONU-Habitat et de son action en faveur

d'une urbanisation durable. Hélas, ces mesures prises par ONU-Habitat viennent renforcer les préoccupations déjà vives des États Membres quant à la capacité de cette entité de planifier et de gérer ses ressources de manière réaliste et rentable. Le Nouveau Programme pour les villes n'a pas chargé ONU-Habitat de réaliser un coûteux travail de collecte de données primaires ni de recherche; il lui a seulement demandé de coordonner la compilation de données secondaires tirées de rapports existants ou recueillies au moyen de questionnaires ciblés. Les prévisions de dépenses présentées par le Secrétariat ne devraient pas préjuger de la présentation d'un rapport du Secrétaire général au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et il ne faut pas considérer que les échanges entre les États Membres au sein de la Cinquième Commission concernant l'exercice biennal 2018-2019 ont reçu l'aval de tous les États Membres.

39. **M. Sekiguchi** (Japon), s'exprimant également au nom du Canada, dit que le Nouveau Programme pour les villes est orienté vers l'action et fournit un descriptif complet de l'évolution de l'urbanisation durable au cours des 20 prochaines années. Son pays est disposé à le mettre en œuvre, de même que le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba. Le projet de résolution est une première étape en direction de la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, et le Japon se félicite du consensus obtenu. Cependant, un accord conclu par les États Membres devrait être appliqué comme prévu et ne devrait pas être interprété par une entité des Nations Unies d'une manière qui s'éloignerait ou irait à l'encontre de la volonté des États Membres. Par conséquent, la déclaration orale du Secrétariat n'était pas en adéquation avec le libellé retenu par les États Membres pour les paragraphes 166 à 168 du Nouveau Programme pour les villes ni avec les notes de bas de page, où il est clairement indiqué que le rapport ne doit pas avoir d'incidence sur les coûts. Le Nouveau Programme pour les villes s'attend à ce qu'ONU-Habitat rassemble des informations émanant d'entités existantes des Nations Unies ou d'institutions compétentes. ONU-Habitat ne doit pas mener de recherches coûteuses aux fins de la collecte de données primaires. La déclaration faite oralement par le Secrétariat ne devrait pas préjuger des débats à venir sur le budget ordinaire pour l'exercice biennal 2018-2019. Les allocations et les estimations seront étudiées avec soin le moment venu.

40. **M<sup>me</sup> Adamson** (Observatrice de l'Union européenne), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, dit que le Nouveau Programme pour les villes est la pierre angulaire de la mise en

œuvre et de l'adaptation au niveau local du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Parmi les autres dispositifs essentiels, on citera l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030). Le Nouveau Programme pour les villes est conforme à la vision qu'a l'Union européenne du développement urbain durable, qui doit prendre en considération la diversité des villes et leur contexte territorial plus large tout en s'appuyant sur les liens entre zones urbaines et zones rurales. Ce programme reconnaît l'importance de la coopération intersectorielle et des échanges de connaissances entre les villes, ainsi que le rôle central de la culture et de l'existence d'espaces de qualité, tout en s'appuyant sur une approche fondée sur les droits de l'homme.

41. L'intervenante fait savoir que l'Union européenne et ses États membres sont favorables à la publication d'un rapport sur la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, qui constituera une contribution au processus de suivi et d'examen du Programme 2030. Elle se félicite donc de l'excellente coordination à l'échelle du système des Nations Unies dans le cadre de l'élaboration du rapport intérimaire, sur lequel pourra s'appuyer le forum politique de haut niveau. Les ambitions de l'Union européenne à l'égard du Nouveau Programme pour les villes et du rapport sur la mise en œuvre de ce dernier vont de pair avec des attentes en termes de coût-efficacité. À cet égard, les estimations préliminaires des incidences sur le budget-programme sont une cause de préoccupation. Le processus de suivi et d'examen devait être volontaire et piloté par les pays eux-mêmes, et le rapport coordonné par ONU-Habitat devait s'appuyer sur les contributions volontaires des pays et des organisations régionales et internationales compétentes, les entités concernées d'ONU-Habitat étant censées analyser les données qualitatives et quantitatives qui se présenteraient sous la forme de données secondaires fournies par les pays et les organisations concernées, ce qui permettrait d'éviter les doublons et d'utiliser des informations existantes. Ce rapport doit venir remplacer le rapport annuel du Secrétaire général, ce qui signifie que les ressources précédemment allouées à ce dernier seront désormais consacrées à l'établissement du rapport d'activité quadriennal. De même, ONU-Habitat devrait exploiter les synergies possibles avec les rapports d'ONU-Habitat existants. L'évaluation indépendante contribuera à restructurer ONU-Habitat et faciliter son adaptation au Nouveau Programme pour les villes. L'intervenante souhaite la tenue de discussions constructives sur l'avenir

d'ONU-Habitat qui tiendraient compte des recommandations formulées dans cette évaluation.

42. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.36 est retiré.*

#### **Point 24 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (suite)**

##### **a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (suite) (A/C.2/71/L.37 et A/C.2/71/L.63)**

*Projets de résolution sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies  
(A/C.2/71/L.37 et A/C.2/71/L.63)*

43. **Le Président** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/71/L.63, intitulé « Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies » (A/C.2/71/L.63), déposé par M. Seoane (Pérou), Rapporteur de la Commission, à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/71/L.37. Il remercie les délégations pour les efforts considérables qu'elles ont fournis au fil des nombreux jours et nuits de négociation sur ce projet de texte, ainsi que pour l'esprit de coopération et la souplesse dont elles ont fait preuve, ce qui a permis d'arriver au terme de la période d'approbation tacite, la Commission ayant ainsi pu aboutir à un texte consensuel. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

44. **M. Randin** (Suisse), facilitateur, dit que malgré le grand nombre de questions à traiter, le texte du projet de résolution reste bref et concis, et est environ deux fois moins long que celui de la résolution de 2012.

45. **M. Roet** (Israël) propose de supprimer le membre de phrase « et aux pays et peuples sous occupation étrangère » au paragraphe 10 car cela reviendrait à adopter un libellé ciblant certaines populations. Les tentatives visant à politiser les résolutions de la Deuxième Commission détournent, hélas, la Commission du cœur de son mandat.

46. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, demande qu'il ne soit pas tenu compte de l'amendement proposé, conformément à l'article 120 du Règlement intérieur.

47. **M<sup>me</sup> Herity** (Secrétaire de la Commission) dit que, conformément à l'article 120, en règle générale, aucune proposition ne peut être débattue ni mise aux voix à une séance de la Commission quelle qu'elle soit si le texte de cette proposition n'a pas été distribué à

l'ensemble des délégations au plus tard la veille de la séance. Le Président peut cependant autoriser la discussion et l'examen d'amendements ou de motions portant sur des questions de procédure même si ceux-ci n'ont pas été diffusés au préalable ou ne l'ont été que le jour même.

48. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que ce dernier continue de demander qu'il ne soit pas tenu compte de l'amendement proposé, en application de l'article 120.

*La séance est suspendue à 16 h 35; elle est reprise à 17 h 50.*

49. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que, compte tenu de la déclaration du Président et à l'issue de consultations, le Groupe des 77 et de la Chine demande plutôt un vote sur la proposition faite par Israël.

50. **M. Abbas** (Liban) dit que sa délégation appuie la demande de mise aux voix de la proposition.

51. **M. Bolaji** (Nigéria) dit que sa délégation appuie également la demande de mise aux voix de la proposition et tient à souligner l'esprit de conciliation de la présidence du Groupe des 77 et de la Chine. Un vote épargnerait à la Deuxième Commission un grand nombre de difficultés. Toutefois, il se demande pourquoi il faudrait contre l'évidence et demander un vote ou la suppression d'une mention au paragraphe 10.

52. **M<sup>me</sup> Mendelson** (États-Unis d'Amérique), prenant également la parole au nom de l'Australie et du Canada au titre des explications de vote avant le vote, dit qu'il est contrariant que la mention des « pays et peuples sous occupation étrangère », termes qui ont été acceptés par tous les chefs d'État dans le Programme 2030, ne soit pas admise. Elle se demande si le groupe élargi avait connaissance des autres options, y compris de quatre exemples de libellés concernant l'occupation étrangère qui ont été approuvés au cours des 15 derniers mois. Les questions d'ordre politique débattues sont importantes mais elles ne doivent pas entraver les travaux de la Deuxième Commission. À l'avenir, il ne faut pas que ces débats affaiblissent davantage la Deuxième Commission, qui est une instance où se tiennent des discussions de fond sur des questions qui touchent la vie de millions d'individus. En votant pour la proposition d'amendement, la délégation des États-Unis souhaite simplement empêcher que le libellé du paragraphe 10 crée un précédent et soit repris dans les futures résolutions de la Deuxième Commission.



53. **M<sup>me</sup> Engelbrecht Schadtler** (République bolivarienne du Venezuela) dit que sa délégation appuie la proposition faite par la délégation thaïlandaise au nom du Groupe des 77 et de la Chine, mais qu'il est regrettable qu'au terme de longues heures de négociation et d'une procédure d'approbation tacite en vertu de laquelle aucune délégation n'a exprimé ses vues, la situation actuelle se produise.

54. *Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Israël, Palaos.

*Votent contre :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Islande, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Liechtenstein, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Vietnam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*S'abstiennent :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg,

Malte, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Tchèque, Togo, Ukraine.

55. *La proposition d'amendement oral au paragraphe 10 du projet de résolution A/C.2/71/L.63 est rejetée par 115 voix contre 5, et 45 abstentions.*

56. **M<sup>me</sup> Simonyan** (Arménie) dit que l'examen quadriennal complet aboutirait à un programme de développement plus complet et plus intégré et à une meilleure réponse aux questions intéressant l'ensemble du système. L'engagement du système des Nations Unies pour le développement en faveur du renforcement de la cohérence, de la transparence et de la responsabilisation est encourageant. La formulation de la résolution historique qui vient d'être adoptée représente une mise à l'épreuve importante pour le multilatéralisme; le texte du projet de résolution tient dûment compte des besoins des pays confrontés à des difficultés particulières, notamment les pays en développement sans littoral et les pays à revenu intermédiaire. Toutefois, il est regrettable qu'un libellé politiquement sensible ait été inclus dans ce texte alors que celui-ci non seulement ne reflète pas la finalité du projet de résolution mais il manque de précision quant à sa pertinence et à son applicabilité. Le libellé de ce projet aurait pu être véritablement consensuel. C'est pour cela que la délégation arménienne s'est abstenue lors du vote.

57. Le Programme 2030 se fonde sur le principe selon lequel les individus doivent être au cœur du développement durable, sans distinction d'aucune sorte. L'examen quadriennal complet a un rôle déterminant à jouer dans la promotion d'une approche axée sur l'être humain de la réalisation des objectifs de développement durable et il devrait se concentrer sur ceux qui en ont le plus besoin, quel que soit le lieu où ils se trouvent.

58. **M. Roet** (Israël) dit que son pays attache une grande importance à cette résolution car elle définit les fonctions essentielles du système des Nations Unies pour le développement à la lumière du Programme 2030. Ces fonctions de base doivent être clairement définies de façon à mieux appuyer les efforts de développement à travers le monde.

59. La délégation israélienne et d'autres délégations ont travaillé sans relâche pour trouver un compromis acceptable et ont fait preuve d'une grande souplesse. Malheureusement, leurs homologues n'ont montré

aucune flexibilité ni aucun intérêt pour parvenir à un accord et ont même utilisé des tactiques trompeuses qui ont conduit à l'échec des négociations. Il est déplorable qu'au terme de plusieurs semaines de négociations, il ait été décidé de revenir au libellé initial du paragraphe 10. C'est la raison pour laquelle la délégation israélienne n'a eu d'autre choix que de proposer un amendement. Il est regrettable que le Groupe des 77 et de la Chine ait permis que ses propres résolutions soient détournées et menacées par un membre du Groupe, qui a maintes fois essayé de politiser les travaux de la Commission et de créer des divisions entre les groupes. Ces tactiques et le fait que la majorité tente d'imposer sa volonté aux autres Membres sont, hélas, devenus monnaie courante et portent préjudice à la qualité des travaux de la Commission.

60. La délégation israélienne a fait d'innombrables concessions pour éviter d'en arriver à la situation dans laquelle la Commission se trouve aujourd'hui. Pour ce qui est de la question de savoir si le libellé concerne un pays particulier, on peut se demander pourquoi il a été mis en avant par une seule délégation. Au cours de ces négociations, les dirigeants du Groupe des 77 et de la Chine ont été priés de fournir la liste des pays visés par le projet de résolution mais ils n'ont pas daigné donner suite à cette demande. À ceux qui reprochent à Israël d'avoir soumis un amendement et d'avoir pris son temps, l'intervenant répond qu'à force d'avoir politisé l'ONU depuis plusieurs années, l'absurde semble aujourd'hui acceptable. La faute incombe à ceux qui veulent faire de la Deuxième Commission un second Conseil de sécurité. Israël est déterminé à mettre fin au conflit et à instaurer la paix, et il existe de nombreuses instances au sein desquelles on pourrait examiner des résolutions visant des pays en particulier et débattre du conflit israélo-palestinien, mais la Deuxième Commission n'est pas l'une d'elles.

61. Les plus lésés sont les Membres qui forment la majorité du Groupe des 77 et de la Chine et qui ont travaillé dur pendant de nombreux mois pour voir, au bout du compte, leurs travaux compromis par les membres de leur propre groupe, parfois même à leur insu. L'intervenant demande aux membres amis du Groupe des 77 et de la Chine s'ils ont été consultés au sujet de la décision tendant à rejeter le libellé convenu, et s'il est vraiment dans leur intérêt de se prononcer sur un libellé ciblant un pays particulier, celui-ci n'ayant pas sa place à la Deuxième Commission. On ne saurait tolérer de tels comportements. Les travaux de la Commission devraient porter sur le fond et non pas sur des querelles politiques; s'intéresser à l'exécution des projets plutôt qu'aux processus; et mettre en avant les

individus plutôt que les considérations bureaucratiques, conformément à la déclaration faite hier par le nouveau Secrétaire général. L'orateur conclut en disant qu'Israël demeure résolu à travailler avec les autres délégations pour faire avancer les travaux de la Deuxième Commission et la mise en œuvre du Programme 2030.

62. **Le Président** invite la Commission à envisager d'adopter le projet de résolution dans son ensemble.

63. *Le projet de résolution [A/C.2/71/L.63](#) est adopté.*

64. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, se dit préoccupé par le fait qu'il a fallu organiser un vote au sujet d'un projet de résolution ayant pour objet de fournir au système des Nations Unies des orientations stratégiques à long terme qui lui permettraient d'adapter ses travaux à la nouvelle situation mondiale en matière de développement compte tenu du Programme 2030, ainsi que d'autres engagements en matière de développement convenus au niveau intergouvernemental. Il souligne que l'on aurait pu parvenir à un consensus et que, lors de la procédure d'approbation tacite, aucune délégation n'a soulevé de problèmes qui auraient pu être traités dans les délais impartis, avant la soumission du projet de résolution pour adoption. Toutefois, une délégation a demandé un amendement, au mépris du grand principe régissant le multilatéralisme, à savoir la nécessité de faire tout son possible pour trouver un consensus. Il est inadmissible, voire irrespectueux à l'égard de toutes les délégations qui ont respecté la procédure, qu'une délégation tente de faire valoir ses intérêts par voie de procédure en assortissant d'une restriction un texte à propos duquel aucune objection n'a été soulevée. Cela est d'autant plus inacceptable que le vote a été demandé par une délégation qui était absente pendant la majeure partie du processus de négociation. On ne peut pas demander au système d'exécuter des projets de façon coordonnée et cohérente alors même que les délégations ne sont pas capables de s'exprimer d'une seule voix.

65. Le vote qui vient d'avoir lieu concerne un amendement au projet de résolution qui invite justement le système des Nations Unies à soutenir les États Membres dans les efforts qu'ils mènent pour mettre en œuvre le Programme 2030, lequel est censé être universel et intégré. La résolution relative à l'examen quadriennal complet relève du domaine du développement et il est décevant de constater que le vote a été motivé par des considérations politiques. Le Groupe des 77 et de la Chine est extrêmement préoccupé par le fait que l'examen du projet de

résolution par la Deuxième Commission a eu lieu dans un climat politisé. Toutefois, il réaffirme le principe de non-politisation qui est le sien, selon lequel, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, le système des Nations Unies pour le développement devrait tenter de remédier aux problèmes que connaissent les pays en développement, en particulier les pays africains, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, et selon lequel également il convient d'accorder une attention particulière aux pays en conflit ou sortant d'un conflit, aux pays et peuples sous occupation étrangère et aux pays à revenu intermédiaire, conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba et au Programme 2030. Telle est la position unifiée du Groupe. Il est donc incompréhensible et absurde qu'un an seulement après l'engagement pris par l'Organisation des Nations Unies de ne laisser personne de côté, des pays aient jugé nécessaire de demander un vote au sujet d'un paragraphe qui traite des difficultés de ceux qui ont le plus besoin d'aide, sur la base de considérations purement politiques.

66. Toutes les parties à des négociations ont normalement quelque chose à gagner et quelque chose à perdre. S'agissant de la résolution relative à l'examen quadriennal complet, il est dans l'intérêt des États Membres que le système des Nations Unies pour le développement reçoive des orientations stratégiques consensuelles et collectives étant donné que la mise en œuvre du Programme 2030 a déjà commencé. En outre, les activités opérationnelles de développement entreprises par le système des Nations Unies pour le développement devraient tenir compte de la nécessité de renforcer et de promouvoir les moyens dont disposent les pays en développement pour instaurer un développement durable à long terme au niveau national, et mettre en avant qu'il importe que les pays s'approprient et pilotent eux-mêmes les projets, tout en gardant à l'esprit les différents niveaux de développement et les réalités du terrain. Pour que le système puisse y parvenir, il faut améliorer son efficacité, son efficience, sa coordination, sa cohésion et son impact.

67. Ainsi, au paragraphe 14, qui est et doit être axé sur le développement, la mention des « crises humanitaires » n'est pas justifiée. Lorsque l'on évoque les situations d'urgence humanitaire, il convient d'ajouter à chaque fois la notion d'appropriation par les pays ainsi que la mention « à la demande des pays ou des gouvernements ». En outre, l'appel en faveur d'une meilleure coordination entre les activités de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix figure déjà au septième alinéa du

préambule et au paragraphe 24. Non seulement le paragraphe 14 n'apporte rien au projet de résolution mais il introduit des notions qui vont au-delà du champ d'application de la résolution. S'agissant du paragraphe 20, les contributions des entités du système des Nations Unies pour le développement, en particulier les fonds et programmes, doivent avoir pour but d'appuyer les États Membres dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en œuvre le Programme 2030 – y compris au moyen de la fourniture de services – ainsi que le développement des capacités nationales, en accord avec les priorités et plans établis par les pays eux-mêmes, sans préjudice des modalités de financement. Il est consternant qu'un paragraphe relatif à la mise en œuvre à grande échelle du Programme 2030 ait été utilisé pour ajouter une proposition relative au financement qui a été rejetée à maintes reprises par le Groupe des 77 et de la Chine. La soi-disant mise en concordance du financement et des fonctions n'a pas été appuyée par la majorité des délégations. Les questions posées au sujet de la pertinence, de la faisabilité et de l'incidence d'une telle proposition sont restées sans réponse. Le Groupe a fait preuve de souplesse pour parvenir à un accord sur une liste non exhaustive d'instruments utilisés par le système pour soutenir le renforcement des capacités mais il a systématiquement fait des déclarations lors des négociations pour rappeler que le financement était une question distincte. Il est donc regrettable qu'une formulation pouvant susciter une telle confusion ait trouvé sa place dans ce paragraphe car cela enferme le système dans un carcan.

68. S'agissant du paragraphe 57 g) sur le partage des coûts pour le système des coordonnateurs résidents, l'adoption du projet de résolution ne devrait pas préjuger des travaux de la Cinquième Commission, qui étudie actuellement cette question, ni entraver ces travaux. L'orateur souhaite que le système des Nations Unies pour le développement soit plus cohérent et mieux coordonné de façon qu'il puisse obtenir des résultats concrets à la fois sur le terrain et à tous les autres niveaux et favoriser ainsi l'appropriation et la prise en main des projets par les pays dans le cadre des efforts qu'ils déploieront pour mettre en œuvre le Programme 2030 dans les années à venir.

69. **M<sup>me</sup> Adamson** (Observatrice de l'Union européenne), prenant la parole pour expliquer sa position, dit que l'examen quadriennal complet est un instrument important qui fournit des orientations stratégiques au système des Nations Unies pour le développement dans le contexte du Programme 2030. Les mesures préconisées dans le projet de résolution doivent aider à renforcer le système de gouvernance et la structure de financement. Le projet de résolution

véhicule également un message clair concernant des questions intersectorielles extrêmement importantes, comme l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les droits de l'homme. Toutefois, le paragraphe 15 ne porte, à tort, que sur le droit au développement. Il est préoccupant de constater que, malgré l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba, les débats sur les questions de financement au sein de la Deuxième Commission restent profondément marqués par les divisions dépassées entre pays donateurs et pays bénéficiaires. On comprend difficilement pourquoi il est toujours aussi difficile de parler d'efficacité du développement alors qu'une plus grande efficacité profiterait aux pays de programme et permettrait au système de mieux remplir ses objectifs.

70. L'intervenante se félicite de l'accent mis au paragraphe 24 sur la nécessité de renforcer et d'harmoniser davantage les relations entre le système des Nations Unies pour le développement et les acteurs humanitaires mais ajoute que le texte devrait également mettre en avant le fait que l'aide humanitaire doit être fournie dans le respect des principes humanitaires. En outre, l'évocation dans ce paragraphe de la consolidation de la paix n'est pas justifiée et pourrait induire en erreur; les activités de développement peuvent contribuer à la consolidation et au maintien de la paix non seulement dans les pays en situation de conflit ou d'après conflit, mais dans tous les pays touchés par un conflit. S'agissant du paragraphe 10, l'Union européenne et ses États membres sont pleinement conscients de la complexité de la question de l'occupation étrangère et des préoccupations qu'elle suscite chez un certain nombre de délégations. Ils respectent ces préoccupations mais sont d'avis que cette question ne devrait pas détourner l'attention de la Commission de l'objet principal de son mandat, à savoir la promotion du développement durable.

71. Enfin, l'Union européenne et ses États membres rappellent qu'il importe d'appliquer intégralement et de respecter pleinement l'arrangement relatif au partage des coûts pour le système des coordonnateurs résidents, et ils demandent instamment à la Cinquième Commission d'approuver la contribution convenue par le Département des affaires économiques et sociales pendant la session en cours.

72. **M. Sharif** (Soudan), s'exprimant au nom du Groupe des États arabes, dit que le projet de résolution aborde un certain nombre de préoccupations du Groupe. En particulier, l'incorporation, au paragraphe 10, d'un libellé faisant référence à l'attention particulière qui doit être accordée aux pays et aux peuples sous occupation étrangère est conforme à l'objectif du

Programme 2030 de ne laisser personne de côté. Le Groupe des 77 et de la Chine a préconisé l'ajout de ce texte afin que les pays et les peuples sous occupation étrangère figurent bien parmi les catégories vulnérables qui ont besoin d'une assistance spéciale. Les négociations ont été difficiles mais le consensus qui a été trouvé signifie que les organismes des Nations Unies auront une plus grande marge de manœuvre pour aider les pays et les peuples sous occupation étrangère. Il est regrettable que les pays habituels se soient opposés à ce texte au motif qu'il a un caractère politique, ce qui n'est absolument pas le cas. L'intervenante espère que cette mention figurera également dans des résolutions futures ayant trait à la mise en œuvre du Programme de développement durable.

73. **M<sup>me</sup> Leyva Regueira** (Cuba) dit que le projet de résolution devrait être appliqué en stricte conformité avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies et avec le droit international. Les entités du système des Nations Unies pour le développement doivent mener leurs activités sur le terrain dans le plein respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale, d'indépendance politique et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. En ce qui concerne les paragraphes 14 et 56, la délégation cubaine reconnaît le caractère multidimensionnel des causes des conflits mais souligne toutefois que les travaux du système des Nations Unies pour le développement doivent être guidés par l'objectif qui est de lutter contre la cause première des conflits, à savoir la pauvreté extrême. L'assistance dans les situations d'urgence humanitaire devrait être fournie dans le plein respect des principes de neutralité, d'impartialité et d'humanité et conformément aux dispositions de la résolution 46/182 de l'Assemblée générale. Il est impératif d'obtenir le consentement du pays concerné avant de fournir une aide humanitaire quelle qu'elle soit.

74. **M<sup>me</sup> Mendelson** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer sa position, indique que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution, qui fournit des orientations stratégiques importantes au système des Nations Unies aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. Ce projet de texte précise, en particulier, les moyens à mettre en œuvre pour améliorer la coordination interinstitutions, réduire les doublons et les chevauchements et renforcer l'efficacité opérationnelle. La délégation des États-Unis appuie pleinement la demande contenue dans le projet de résolution pour que les organismes des Nations Unies chargés du développement adoptent, si



possible, des cadres de résultats et de ressources alignés sur leurs plans stratégiques car cela contribuera à une meilleure corrélation entre les ressources et les résultats et permettra à ces organismes de prendre des décisions en matière d'allocation des ressources qui seront davantage tournées vers les résultats.

75. La délégation des États-Unis encourage les États Membres à continuer de plaider en faveur d'une coordination étroite des activités de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix au niveau des pays. Elle pense qu'il est important que les pays s'approprient les projets et définissent leurs propres priorités et est d'accord pour dire que l'aide humanitaire doit être fournie en fonction des besoins. Toutefois, dans le contexte d'une crise humanitaire, les besoins des populations touchées devraient l'emporter sur toute autre considération, même si cela signifie qu'une approche axée sur les besoins et fondée sur des principes est en contradiction avec les priorités nationales. L'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes doivent avoir la possibilité d'agir lorsque la situation l'exige. Les États Membres ont manqué l'occasion d'incorporer dans le projet de résolution des dispositions fermes qui soutiendraient l'assistance aux personnes déplacées et la protection de ces dernières dans le contexte de l'aide humanitaire. Le projet de résolution aurait dû demander aux États de rechercher des solutions durables tant pour les personnes déplacées que pour les réfugiés.

76. Enfin, la délégation des États-Unis exprime à nouveau sa préoccupation de longue date quant à l'existence d'un droit au développement. La définition de ce concept n'a pas fait l'objet d'un consensus au niveau international, et toute discussion sur les droits liés au développement devrait être axée sur les droits de l'homme qui ont été reconnus par la communauté internationale comme étant des droits universels que chaque individu peut exiger de son gouvernement.

77. **M<sup>me</sup> Wilson** (Australie), prenant la parole pour expliquer la position du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de son propre pays, dit que, si l'intitulé du projet de résolution n'a pas été modifié par rapport aux années précédentes, le contenu du projet a été redynamisé de façon à pouvoir en faire un outil au service de la réforme. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont heureux de s'associer au consensus sur le projet de résolution, lequel a été essentiellement guidé par le Programme 2030 et a accordé une place centrale à la mise en œuvre de la réforme. Le texte souligne également l'importance des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et des principes relatifs à l'efficacité du développement. En outre, il reconnaît clairement le lien entre la

consolidation de la paix, l'aide humanitaire et les activités de développement; il renforce les mandats existants et les protections sur lesquelles s'appuie ce travail; il promeut des pratiques telles que l'analyse des risques combinée à l'évaluation des besoins dans le but de réduire les besoins, la vulnérabilité et les risques au fil du temps et de soutenir, ainsi, le développement à long terme.

78. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande comprennent que le paragraphe 24 signifie que l'aide humanitaire doit toujours être conforme au droit international et à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, respecter pleinement les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance, et, chaque fois que cela est possible, être compatible avec les plans et priorités nationaux, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale sur la question. Ils sont également favorables à la notion d'un droit au développement qui accorderait une place centrale à l'individu, celui-ci étant à la fois le principal acteur et le principal bénéficiaire du développement. Bien qu'ils soient d'accord pour dire que la responsabilité de l'exercice de tout droit lié au développement incombe au premier chef aux États eux-mêmes, ils continuent d'avoir des réserves à l'égard d'un quelconque instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement et s'interrogent, par conséquent, sur le fait que le droit au développement soit qualifié, au paragraphe 15, de droit universel et inaliénable faisant partie intégrante des droits fondamentaux de l'être humain. Plutôt que de chercher à donner une telle dimension à un droit, la communauté internationale aurait intérêt à concentrer ses efforts sur l'élaboration et la diffusion des pratiques optimales, ainsi que sur la consolidation des initiatives existantes.

79. **M. Bolaji** (Nigéria) tient à préciser que le vote de sa délégation en faveur du maintien, au paragraphe 10, de la mention des « pays et des peuples sous occupation étrangère » ne doit pas être vu comme une tentative de politiser les travaux de la Deuxième Commission ni perçu comme une manifestation d'hostilité à l'égard de l'État d'Israël, mais plutôt comme l'expression d'un principe établi de longue date selon lequel le Nigéria s'attache à suivre la voie de l'intégrité et à faire preuve d'équité à l'égard de toutes les parties. L'aide qui pourrait être fournie aux États Membres afin de leur donner accès à des services sociaux de base et à des produits de première nécessité ne doit pas être politisée. Toutes les catégories d'États énumérées au paragraphe 10 méritent de recevoir une telle assistance et le projet de résolution devrait doter le personnel des Nations Unies d'un mandat qui leur permettra d'œuvrer à cette fin.



80. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.37 est retiré.*

**Point 17 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (suite)**

**c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement (suite) (A/C.2/71/L.33 et A/C.2/71/L.60)**

*Projets de résolution sur la soutenabilité de la dette extérieure et le développement (A/C.2/71/L.33 et A/C.2/71/L.60)*

81. **Le Président** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/71/L.60, déposé par M. Andambi (Kenya), Vice-Président de la Commission, à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/71/L.33. Ce projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

82. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.60 est adopté.*

83. **M. Fondukov** (Fédération de Russie), expliquant sa position, dit que sa délégation s'associe au consensus sur le projet de résolution. La mise en place de mécanismes de restructuration de la dette fondés sur des règles contribue à maintenir la stabilité du système financier international, ce qui est dans l'intérêt de tous les États Membres. Il convient d'utiliser les atouts uniques de l'Organisation des Nations Unies, y compris sa composition universelle, pour trouver des solutions rapides et efficaces aux problèmes qui favorisent l'augmentation de l'endettement des pays en développement. Il faut poursuivre le dialogue qui a commencé avec l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale sur les principes fondamentaux des opérations de restructuration de la dette souveraine (A/RES/69/319). À cet égard, il est regrettable que cette résolution n'ait pas été mentionnée dans le projet de résolution A/C.2/71/L.60. L'Organisation des Nations Unies, en coopération avec les institutions de Bretton Woods et les autres institutions financières internationales spécialisées, offre une tribune unique pour mener une analyse approfondie des questions relatives à la dette et pour élaborer des approches globales qui tiennent compte des intérêts de toutes les parties.

84. **M. Dolbow** (États-Unis d'Amérique), expliquant sa position, dit que bien que sa délégation se soit associée au consensus sur le projet de résolution, elle tient à préciser ses vues au sujet du paragraphe 20. Cela fait longtemps que les États-Unis demandent que les travaux sur la restructuration de la dette souveraine

soient consensuels et rationnels et qu'ils s'inscrivent dans un cadre de garanties contractuelles. Lorsque des clauses contractuelles sont renégociées, les créanciers et les débiteurs souverains doivent coopérer en vue de parvenir à une solution consensuelle et librement consentie, et les négociations relatives à la restructuration doivent se dérouler dans un cadre permettant aux créanciers et aux débiteurs de se tourner vers les tribunaux pour faire appliquer les clauses contractuelles. S'agissant du paragraphe 23, la délégation des États-Unis réaffirme sa position de longue date selon laquelle, puisque les institutions monétaires, financières et commerciales internationales fonctionnent indépendamment de l'ONU, les résolutions de l'Assemblée générale ne devraient pas empiéter sur leurs activités.

85. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.33 est retiré.*

**Point 23 de l'ordre du jour : Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement (suite)**

**a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008 -2017) (suite) (A/C.2/71/L.24 et A/C.2/71/L.55)**

*Projets de résolution sur les activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008 -2017) (A/C.2/71/L.24 et A/C.2/71/L.55)*

86. **Le Président** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/71/L.55, déposé par M<sup>me</sup> Nipomici (République de Moldova), Vice-Présidente de la Commission, à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/71/L.24. Ce projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

87. **M<sup>me</sup> Nipomici** (République de Moldova), s'exprimant en sa qualité de facilitatrice du projet de résolution, dit qu'au douzième alinéa du préambule, « la place de la Conférence » devrait être remplacé par « la place de la CNUCED », et « la Conférence a dès lors un rôle à jouer » par « la CNUCED a dès lors un rôle à jouer ». Au paragraphe 17 de la version anglaise, « in particular for infrastructure and other investments » devrait se lire « notably for infrastructure and other investments ». Ces modifications tiennent compte de ce qui a été convenu par les délégations au cours des consultations officielles.

88. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.55, tel que modifié oralement, est adopté.*

89. **M. Dolbow** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer sa position, dit que sa délégation est heureuse de s'associer au consensus sur le projet de résolution et est fermement résolue à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes. Il souligne toutefois que le vingt-deuxième alinéa du préambule sous-entend que les États doivent respecter ou appliquer les différents principes, normes et propositions relatifs à la récupération et le traitement des avoirs volés alors que cela n'est pas exigé au titre de la Convention des Nations Unies contre la corruption et ne constitue donc pas une obligation contraignante pour les États parties. En outre, la mention, au paragraphe 21, d'un pourcentage global du revenu national brut donne à penser que tous les pays développés ont pris les mêmes engagements en matière d'aide publique au développement. Bien que les États-Unis soient le premier fournisseur d'APD, ils ne se sont pas engagés à consacrer un pourcentage fixe de leur revenu national brut à l'APD et considèrent cet objectif comme étant trop contraignant. Ce qui importe si l'on veut parvenir à un véritable développement durable, ce n'est pas tant le volume de l'APD que la manière dont les ressources sont utilisées et la viabilité des résultats. En conséquence, la délégation des États-Unis ne saurait accepter que le projet de résolution [A/C.2/71/L.55](#) puisse être interprété comme comportant des objectifs quantitatifs contraignants en matière d'aide au développement ou d'autres formes d'assistance qui viseraient certains pays ni comme imposant de nouvelles obligations aux États.

90. *Le projet de résolution [A/C.2/71/L.24](#) est retiré.*

**Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (suite)**  
([A/C.2/71/L.34](#) et [A/C.2/71/L.56](#))

*Projets de résolution sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition ([A/C.2/71/L.34](#) et [A/C.2/71/L.56](#))*

91. **Le Président** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution [A/C.2/71/L.56](#), déposé par M<sup>me</sup> Nipomici (République de Moldova), Vice-Présidente de la Commission, à l'issue de consultations officieuses tenues sur le projet de résolution [A/C.2/71/L.34](#). Ce projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

92. *Le projet de résolution [A/C.2/71/L.56](#) est adopté.*

93. **M. Dolbow** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer la position de sa délégation, dit que celle-ci s'est associée au consensus sur le projet de résolution car les États-Unis sont attachés à l'objectif

plus large qu'est la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers le monde. Toutefois, le ralliement à ce consensus ne signifie pas que les États-Unis approuvent de quelconques modifications du droit international conventionnel ou coutumier actuel, notamment en ce qui concerne les droits liés à l'alimentation. Les États-Unis n'ont pas signé le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; par conséquent, le droit à l'alimentation n'est pas une obligation ayant force exécutoire pour eux. La délégation des États-Unis considère qu'aux termes du projet de résolution, le droit à l'alimentation et les droits connexes s'agissant des États parties au Pacte (voir le paragraphe 1 de l'article 2), ainsi que les obligations des États dans le domaine du droit à l'alimentation ne s'appliquent à eux que s'ils ont pris des engagements en la matière. Elle ne saurait soutenir une interprétation du projet de résolution qui sous-entendrait que le droit à l'alimentation crée des obligations extraterritoriales particulières. En outre, toute réaffirmation, dans le projet de résolution, de documents, positions ou droits antérieurs ne s'appliquerait qu'aux États qui ont déjà souscrit à ces documents, positions ou droits.

94. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'il est essentiel de promouvoir les pratiques agricoles durables partout dans le monde si l'on veut éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, mais aussi favoriser la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Le transfert de technologies respectueuses de l'environnement au service d'une agriculture durable, à des conditions favorables, voire privilégiées et préférentielles, joue un rôle déterminant à cet égard. Les agriculteurs du monde en développement, en particulier les petits exploitants, figurent parmi les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, mais s'ils disposaient de moyens suffisants et de technologies adaptées, ils pourraient alors transformer leurs modes de production pour se tourner vers des activités commerciales à grande échelle et intégrer leur production avec la transformation agroalimentaire, la commercialisation et la distribution au sein d'un système agro-industriel complet.

95. Le Groupe des 77 et de la Chine a travaillé dur et de bonne foi pour faire en sorte que la question du transfert de technologies applicables à l'agriculture durable soit évoquée dans le projet de résolution. À cette fin, il a proposé un libellé convenu issu de documents renfermant des décisions intergouvernementales importantes, notamment le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Programme 2030 et « L'avenir que nous voulons ».

Toutefois, il a été très déçu de constater que ses propositions étaient systématiquement rejetées. Le Groupe des 77 et de la Chine est aussi profondément déçu par le manque de volonté affiché par certains pays partenaires – et par l’opposition manifeste d’autres pays – face aux efforts qu’il a déployés pour parvenir à un accord sur un libellé plus ferme ou plus concret en ce qui concerne les questions non résolues en lien avec la Déclaration de Doha sur le financement du développement. Le Groupe tient à exprimer sa vive préoccupation face à l’insuffisance des progrès réalisés dans le cadre du cycle de négociations commerciales de Doha lancé par l’Organisation mondiale du commerce, et il rappelle qu’il est important que ce cycle aboutisse rapidement. Une issue favorable du Cycle de Doha qui serait tournée vers le développement contribuerait à soutenir la croissance des échanges mondiaux et à créer de nouveaux débouchés commerciaux pour les pays en développement. Enfin, le Groupe tient à préciser que la mention des transferts de technologies applicables à l’agriculture durable et des questions en lien avec la Déclaration de Doha n’aurait pas créé de précédent pour les résolutions futures sur le développement agricole, la sécurité alimentaire, la nutrition et d’autres questions connexes.

96. *Le projet de résolution A/C.2/71/L.34 est retiré.*

#### **Point 135 de l’ordre du jour : Planification des programmes**

97. **Le Président** rappelle qu’à la deuxième séance plénière de sa session en cours, l’Assemblée générale a décidé de renvoyer le point 135 de l’ordre du jour, intitulé « Planification des programmes », à toutes les grandes commissions ainsi qu’à l’Assemblée plénière afin d’enrichir les discussions portant sur l’évaluation, la planification, la budgétisation et les rapports de suivi. Comme aucune délégation n’a demandé à prendre la parole sur ce point, il croit comprendre que la Commission ne souhaite pas se prononcer à ce sujet.

98. *Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 121 de l’ordre du jour : Revitalisation des travaux de l’Assemblée générale (A/C.2/71/L.64)**

99. **Le Président** rappelle qu’à la soixante-dixième session de l’Assemblée générale – dans le contexte de l’adoption du Programme de développement durable à l’horizon 2030, ainsi que d’autres instruments ambitieux, comme le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Programme d’action d’Addis-Abeba ou l’Accord de Paris sur les changements climatiques – de nombreuses délégations

ont insisté pour dire qu’il fallait proposer une nouvelle conception des travaux de la Deuxième Commission et, donc, revoir et rationaliser l’ordre du jour de cette dernière, ainsi que ses méthodes de travail. Au début de 2016, la Commission a tenu des consultations sur son ordre du jour et ses méthodes de travail et, bien qu’aucune décision officielle n’ait été adoptée, un large consensus a été obtenu sur un certain nombre de points, en particulier pour ce qui est des méthodes de travail.

100. Le Président indique qu’il a pris des initiatives pour donner suite à un certain nombre de propositions de mesures, comme: le lancement des préparatifs de la session, y compris l’approbation d’un programme de travail, à un stade précoce; la réduction du nombre de manifestations parallèles; la tenue de discussions générales sur tous les points de l’ordre du jour au cours des quatre premières semaines de la session; ou la désignation de facilitateurs pour les projets de résolution à un stade précoce. En outre, il a fait strictement respecter les temps impartis aux différents points de l’ordre du jour lors du débat général et des discussions générales, ce qui a permis de réduire le nombre de réunions nécessaires dans le cadre du débat général. La Commission a fixé des échéances réalistes pour la soumission des projets de résolution, et notamment prévu des délais échelonnés pour la présentation des projets au titre du point 19, qui représentent près de la moitié des projets de résolution dont la Commission est saisie. De plus, seule une prorogation a été nécessaire, à savoir pour le projet de résolution sur l’examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. La Commission a maintenu sa pratique habituelle qui consiste à adopter par consensus la grande majorité des projets de résolution dont elle est saisie. Seules 15 % de ses résolutions ont été adoptées par vote enregistré. Le Président a l’impression qu’une atmosphère positive a prévalu entre les délégations tout au long de la session, tant lors des séances officielles que pendant les consultations officieuses.

101. En ce qui concerne la revitalisation des travaux de l’Assemblée générale, le Président rappelle que, dans sa résolution 70/305, l’Assemblée générale a demandé que soit envisagée la possibilité de continuer de n’examiner certaines questions que tous les deux ou trois ans et d’en regrouper ou d’en supprimer d’autres, notamment en instituant une clause de caducité. Elle a par ailleurs demandé aux Membres de continuer d’accroître les synergies et la cohérence et de réduire les chevauchements entre questions inscrites à l’ordre du jour de l’Assemblée plénière, des grandes

commissions, du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi que du Forum politique de haut niveau pour le développement durable et de toutes les autres instances connexes. Au cours de la présente session, le Président de l'Assemblée générale a annoncé son intention de désigner des cofacilitateurs qui seraient chargés de coordonner un processus visant à harmoniser d'un point de vue stratégique l'ordre du jour des futures sessions avec le Programme 2030. Ces processus s'appuieront sur les travaux lancés au cours de la soixante-dixième session en vue d'accroître les synergies et la cohérence et de réduire les chevauchements.

*Projet de programme de travail de la Deuxième Commission pour la soixante-douzième session de l'Assemblée générale (A/C.2/71/L.64)*

102. **Le Président** appelle l'attention des Membres sur le projet de programme de travail de la Deuxième Commission pour la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, publié sous la cote [A/C.2/71/L.64](#). Le projet de programme de travail n'a pas d'incidence sur le budget-programme. Le Président considère que la Commission souhaite approuver le projet de programme de travail.

103. *Le projet de programme de travail de la Deuxième Commission pour la soixante-douzième session de l'Assemblée générale est adopté.*

#### **Achèvement des travaux de la Commission**

104. **M. Hanif** (Directeur du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales), prenant la parole au nom de M. Wu Hungbo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, rappelle l'importance des travaux de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, ainsi que des actions en lien avec les migrations internationales et le développement, le financement du développement, l'élimination de la pauvreté, les technologies de l'information et des communications et l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Il est convaincu que le projet de résolution global qui vient d'être adopté contribuera à améliorer l'efficacité des activités menées par l'Organisation à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030. Il est heureux de constater que les États Membres ont chargé le Secrétaire général d'élaborer des propositions et des options concrètes dans des domaines clés afin de faciliter l'exécution du Programme 2030 et de renforcer l'appui fourni aux

États Membres. Le Département des affaires économiques et sociales demeure déterminé à aider la Commission à affiner ses activités.

105. **Le Président** dit que la grande déontologie professionnelle dont ont fait preuve les membres de la Commission et la confiance manifeste qui a régné entre eux ont permis à la Commission d'accomplir une grande partie de son travail avec efficacité. Il remercie l'ensemble des membres pour leur engagement, leur coopération, leur souplesse et leur bonne volonté.

106. **M<sup>me</sup> Engelbrecht Schadtler** (République bolivarienne du Venezuela) signale que sa délégation a émis des réserves et fait des déclarations pour expliquer sa position au sujet de certains aspects du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, et elle tient à réitérer ces réserves et prises de position à l'égard de tous les projets de résolution adoptés par la Commission pendant la session en cours.

107. **M. Plasai** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que, bien que le Groupe ait soumis tous ses projets de résolution, sauf un, avant les échéances fixées, la Commission n'a pas été en mesure d'achever ses travaux en temps voulu. La décision 65/530 de l'Assemblée générale demeure pertinente mais certains amendements à ses dispositions auraient pu être formulés de façon à accroître l'efficacité des méthodes de travail de la Commission et à améliorer les interactions entre les États Membres et le Bureau. Il est préoccupant de constater que, pendant la session en cours, la Commission a dérogé à sa pratique habituelle qui consiste à adopter les projets de résolution par consensus. De fait, cette pratique semble se perdre. À plusieurs occasions, des propositions ont été soumises au titre de la procédure d'approbation tacite, et le projet de résolution déposé au titre du point 19 a) de l'ordre du jour a été mis aux voix, essentiellement à cause de la question de la périodicité. En outre, la question des incidences sur le budget-programme a été soulevée à de nombreuses reprises au cours des discussions sur les projets de résolution, ce qui a ralenti les négociations sur ces projets et leur adoption. Le Groupe des 77 et de la Chine tient à rappeler que les questions relatives au budget-programme relèvent de la compétence exclusive de la Cinquième Commission. Il invite par ailleurs toutes les grandes commissions de l'Assemblée générale à s'abstenir d'utiliser l'expression « dans la limite des ressources disponibles » dans leurs projets de résolution car cela va à l'encontre de l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et de nombreuses résolutions de l'Assemblée qui ont réaffirmé le rôle de la Cinquième Commission.

108. Les efforts de mise à jour et de rationalisation de l'ordre du jour de la Deuxième Commission conformément au nouveau cadre de développement durable ne doivent pas nécessairement conduire à la suppression de points de l'ordre du jour ni à la modification de la périodicité de leur examen. Il appartient aux États Membres de déterminer les priorités de l'ordre du jour de la Commission en fonction de leurs besoins et intérêts en matière de développement. De nouvelles questions en lien avec les objectifs de développement durable pourraient justifier l'inscription de nouveaux points à l'ordre du jour, notamment les questions transversales qui concernent les infrastructures, l'eau, l'énergie, l'industrialisation, l'investissement ou la consommation et la production durables. Enfin, il ne faut pas réduire le nombre de rapports car ces derniers contribuent à éclairer les décisions des États Membres et facilitent l'obtention de consensus.

*109. Après un échange de courtoisies, le Président déclare que la Commission a achevé ses travaux dans le cadre de la soixante et onzième session.*

*La séance est levée à 17 h 25.*